

Naomi Klein et le boycott de l'État d'Israël

Partage international n° 427 - Mars 2024

par Phyllis Creme

Phyllis Creme commente un récent article de Naomi Klein

Dans cet article percutant paru dans *The Guardian*, nous disposons d'outils pour mettre fin aux crimes de guerre d'Israël : boycott, désinvestissement et sanctions¹, Naomi Klein s'attaque de front aux raisons pour lesquelles de nombreux Juifs – dont elle-même – et non-Juifs du monde entier *hésitent* à critiquer Israël d'une manière qui semblerait banale pour n'importe quel autre pays : il s'agit d'une culpabilité collective liée au traumatisme des Juifs qui ont été la cible de la haine pendant des siècles, avec pour point culminant l'Holocauste, et à la crainte d'être catalogués comme antisémites.

Dans les années 1960, Israël, avec son système de kibboutz, a attiré de nombreux jeunes qui y voyaient une façon innovante et inspirante de bâtir une nouvelle société. « *L'image de marque qu'Israël s'est forgée est celle d'un avant-poste occidental rebelle et branché dans le désert, une petite bulle de San Francisco ou de Berlin qui se trouve par hasard dans le monde arabe.* »

N. Klein montre clairement que cette description est aujourd'hui complètement erronée. Elle critique Israël en termes très clairs et évoque l'« hésitation » : « *Il existe une longue et douloureuse histoire d'entreprises et d'institutions juives ciblées par les antisémites – des attaques haineuses contre les Juifs en tant que groupe identitaire.* » Mais aujourd'hui, la plupart de ces « attaques » contre Israël sont justifiées. N. Klein détaille comment Israël peut désormais être qualifié d'État pratiquant l'apartheid : « *L'apartheid est en effet le terme juridique correct pour décrire les conditions dans lesquelles Israéliens et Palestiniens mènent des vies nettement inégales et ségréguées.* ». L'État agit en toute impunité – c'est-à-dire avec un sentiment d'imperméabilité et d'intouchabilité qui conforte le traitement qu'il réserve aux Palestiniens.

Le gouvernement israélien, de plus en plus à droite,

s'est attaqué à ses opposants et a clairement exprimé son ambition territoriale : « *Le peuple juif a un droit exclusif et incontestable sur toutes les régions de la Terre d'Israël [...] la Galilée, le Néguev, le Golan, la Judée et la Samarie.* » Cette déclaration d'intention, souligne-t-elle, ne tient absolument pas compte des revendications palestiniennes territoriales ou envers d'autres droits.

N. Klein nous ramène en 2005, lorsqu'« *une importante coalition de groupes palestiniens [...] a appelé les gens dotés de sens moral du monde entier à imposer de vastes boycotts et à mettre en œuvre des initiatives de désinvestissement contre Israël, semblables à celles appliquées à l'Afrique du Sud à l'époque de l'apartheid. La campagne Boycott, désinvestissement et sanctions (BDS) était née.* » BDS est un mouvement pour la liberté, la justice et l'égalité. Il défend le principe simple selon lequel les Palestiniens peuvent prétendre aux mêmes droits que le reste de l'humanité. Il s'agit désormais d'un mouvement mondial composé de syndicats, d'associations universitaires, d'Églises et de mouvements populaires à travers le monde. Depuis son lancement en 2005, le BDS a un impact majeur et remet en question le soutien international à l'apartheid israélien et aux colonies d'occupation.

Avec l'invasion et la destruction de Gaza par Israël, N. Klein soutient qu'il est plus que temps de mettre en œuvre ces outils de la même manière que la communauté internationale a sanctionné l'Afrique du Sud, ce qui a conduit à la fin de l'apartheid. La campagne BDS contre Israël ne vise pas les individus, mais les organisations et les systèmes qui contribuent à pérenniser le gouvernement oppressif d'Israël et ses politiques. Ce n'est pas facile ; le gouvernement israélien a adopté des lois contre le boycott et, avec une aide extérieure il a pu agir en toute impunité pendant de nombreuses années pour imposer sa volonté et sa propre façon de se percevoir, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays. « *Les experts en communication qui font du lobbying pour le compte d'Israël savent comment utiliser son traumatisme et présentent les campagnes conçues pour contester les politiques discriminatoires et violentes d'Israël comme des attaques haineuses contre les Juifs.* » L'objectif est clairement d'écraser le mouvement palestinien pour l'autodétermination par la force et par l'isolement physique et politique.

Le groupement BDS a des alliés en Israël, mais le

gouvernement a pris des mesures pour les priver de leur pouvoir.

« En 2017, Israël a commencé à interdire aux militants pro-BDS d'entrer en Israël ; vingt organisations internationales ont été placées sur la soi-disant liste noire de BDS, y compris l'anti-guerre Jewish Voice for Peace (la voix juive pour la paix). »

Cependant, et conformément à l'ensemble de son œuvre, N. Klein entrevoit un espoir même en dépit - ou peut-être en partie à cause - de ces mesures draconiennes. Elle se réfère de nouveau à l'Afrique du Sud des années 1980, où le mouvement anti-apartheid contre le gouvernement a porté ses fruits car l'opinion publique mondiale a poussé les grandes entreprises à se retirer. Israël est si brutalement extrémiste que N. Klein pense que cela fera fuir davantage d'industriels, ce qui, en fin de compte, lui

portera préjudice.

« Il n'est pas trop tard pour que chacun d'entre nous crée sa propre politique étrangère, une politique qui intervient dans la culture et l'économie de manière intelligente et stratégique - des moyens qui offrent un espoir tangible que les décennies d'impunité d'Israël enfin prennent fin. »

1. La version originale est en anglais

Israël **Auteur** : Phyllis Creme, collaboratrice de Share International qui vit à Londres (Royaume-Uni). Elle était l'épouse de Benjamin Creme.

Sources : The Guardian, Royaume-Uni

Thématiques : [politique](#)

Rubrique : Divers